



OFB (EX-AFB)

Office Français de la Biodiversité

DÉBUT

22/08/2025

FIN

30/12/2029

DURÉE

—

RÉUNIONS

—

MISSION DE L'INSTANCE

L'Office Français de la Biodiversité (OFB) est un établissement public administratif créé en 2020 par la fusion de l'Agence Française pour la Biodiversité (AFB) et de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS). Il assure la protection des espèces et des milieux naturels, la surveillance et la police de l'eau et de la nature, ainsi que l'appui scientifique aux politiques publiques de biodiversité. Son conseil d'administration de 43 membres comprend des représentants des milieux économiques, dont le MEDEF.

ENJEUX

Les décisions de l'OFB en matière de police environnementale, d'autorisation d'activités et de définition des bonnes pratiques impactent directement les entreprises des secteurs extractifs, du BTP, de l'agriculture et de l'aquaculture. En Guyane, l'OFB intervient notamment dans la lutte contre l'orpaillage illégal et la gestion des espèces protégées, avec des conséquences sur les entreprises légales du secteur minier.

VOTRE RÔLE AU SEIN DU MANDAT

MISSIONS

- Représenter le MEDEF au sein du conseil d'administration de l'OFB dans le collège des secteurs économiques concernés. Contribuer aux délibérations sur les orientations stratégiques, le budget et les priorités de l'établissement. Faire valoir les enjeux économiques liés aux activités soumises à la police de l'eau et de la nature et aux procédures d'autorisation environnementale.

ÉLIGIBILITÉ

- Être désigné par le MEDEF en tant que représentant des secteurs économiques concernés au conseil d'administration de l'OFB. Nommé par arrêté ministériel pour un mandat de 5 ans renouvelable. Respecter les obligations de déclaration d'intérêts liées aux fonctions d'administrateur d'un établissement public.

PROFIL RECHERCHÉ

Expert ou dirigeant d'entreprise ayant une connaissance des interactions entre activités économiques et biodiversité, et une capacité à intervenir au niveau national dans les instances de gouvernance d'un grand établissement public. Intérêt pour les questions de police environnementale, d'autorisation et de gestion durable des ressources naturelles.

INFORMATIONS PRATIQUES

LIEU

—